

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

19 juin 2025

PJL REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1573)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

N° 655 (Rect)

**AMENDEMENT**

présenté par  
le Gouvernement

-----

**ARTICLE 22**

I. – À la fin de l’alinéa 3, substituer aux mots :

« , d’une activité agricole ou d’une activité de pêche maritime ou d’aquaculture au sens de l’article L. 911-1 du code rural et de la pêche maritime »

les mots :

« ou d’une activité agricole ».

II. – En conséquence, supprimer l’alinéa 4.

III. – En conséquence, supprimer l’alinéa 16.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement propose de supprimer l’ajout de la mention des activités de pêche et d’aquaculture au titre des activités éligibles au dispositif de zone franche globale à Mayotte.

En effet, ces activités sont déjà incluses dans les activités éligibles mentionnées à l’article 22 du présent projet de loi et leur ajout pourrait introduire une incertitude quant au champ des activités prises en compte, compris dans la rédaction initiale de l’article comme le plus large possible.

L’activité de pêche maritime est déjà incluse dans le dispositif, au titre d’une activité commerciale ou artisanale. En effet, l’article 22 du présent projet de loi inclut les activités commerciales et artisanales en précisant que c’est au sens de l’article 34 du code général des impôts (CGI). Le

---

Bulletin officiel des finances publiques qui commente le champ des activités commerciales et artisanales au sens de l'article 34 du CGI inclut bien la pêche maritime dans ces professions.

De même, les activités liées à l'aquaculture entrent dans le dispositif de zone franche globale en tant qu'activités agricoles expressément mentionnées à l'article 22.